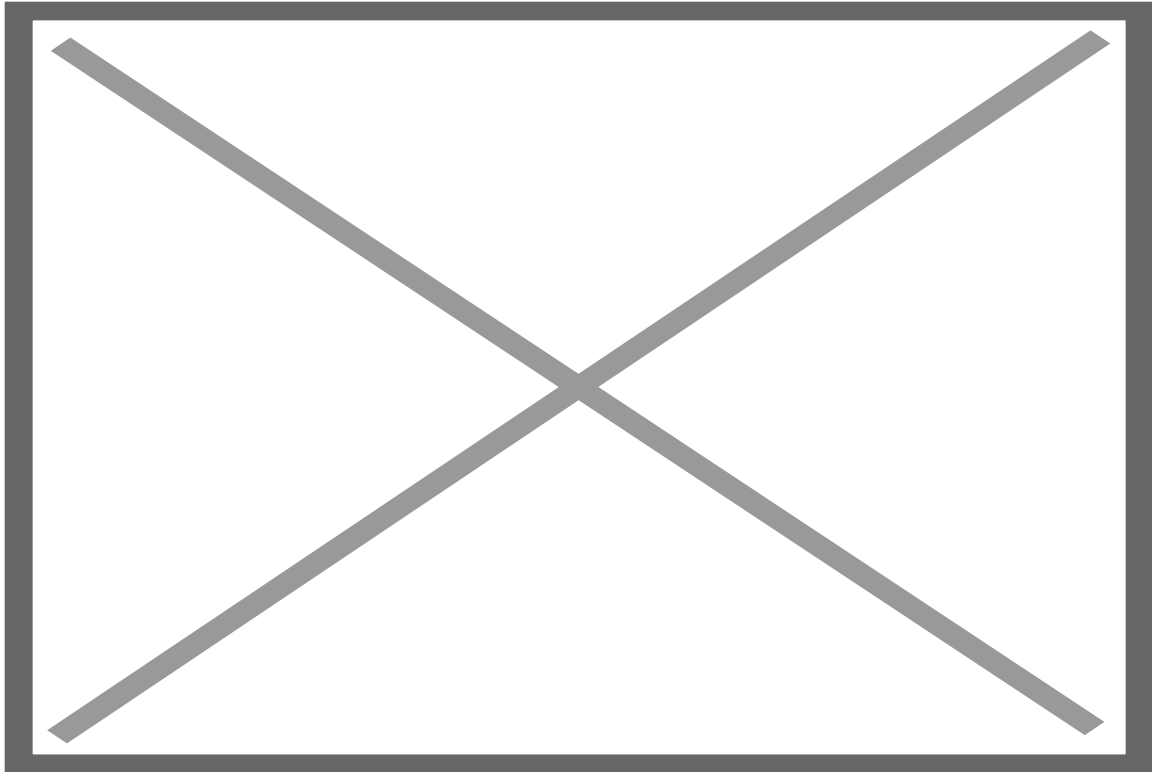


L'investissement des EAU dans la modernisation des checkpoints israéliens ne fait qu'enraciner l'occupation

Description

Le 21 octobre 2020 - Observatoire Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme



<https://euromedmonitor.org/uploads/2020/10/israeli-checkpoint.jpg>

Génève - Nous sommes inquiets devant les projets israéliens de création d'un fonds d'investissement qui permettra de « moderniser » les checkpoints exploités par Israël dans les territoires palestiniens occupés, a dit aujourd'hui dans une déclaration l'Observatoire Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme. Le gouvernement des EAU devrait s'abstenir et cesser immédiatement de nouer tout accord avec Israël qui pourrait contribuer aux violations des droits fondamentaux des Palestiniens et les encourager.

Mardi dernier, le directeur général de la Corporation Financière Américaine pour le Développement International, Adam Boehler, a annoncé que les gouvernements d'Israël et des EAU allaient créer un fonds d'investissement de 3 milliards de dollars, qui s'appellera le Fonds Abraham, qui chercherait à promouvoir les investissements privés en Israël, en Cisjordanie et ailleurs au Moyen Orient et en Afrique du Nord. L'une des priorités essentielles de ce fonds serait la mise à niveau et la modernisation des checkpoints sécuritaires israéliens dans toute la Cisjordanie occupée.

L'Observatoire Euro-Méditerranéen a averti que financer la dite « modernisation » des checkpoints israéliens en Cisjordanie contribuerait de façon significative au camouflage de leur intention destructrice et des impacts négatifs sur les Palestiniens pour en faire une réalité permanente et enraciner l'occupation.

« Les checkpoints sont un symbole de l'assujettissement et de la répression des Palestiniens. Ils devraient juste être démolis plutôt que simplement améliorés. Une cage dorée reste une cage. »

Ahmed Naouq, responsable de Campagne à l'Observatoire Euro-Med.

Il y a actuellement plus de 700 checkpoints dans l'ensemble de la Cisjordanie et, rien qu'en septembre dernier, l'Observatoire Euro-Méditerranéen a rapporté qu'Israël a mis en place 300 checkpoints volants supplémentaires à travers la Cisjordanie. Ces checkpoints font perdurer de lourdes restrictions sur la circulation des Palestiniens en Cisjordanie. Contrairement aux déclarations israéliennes à propos de la sécurité, ces checkpoints se verraient exister qu'au profit des colonies israéliennes, qui sont elles-mêmes illégales selon le droit international.

Fin 2019, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (UNCTAD) a estimé que les dommages que l'occupation israélienne a infligés à l'économie palestinienne entre 2000 et 2017 s'élevaient à 48 milliards de dollars. Un rapport de 2020 de l'UNCTAD a conclu que les checkpoints israéliens seuls avaient coûté à l'économie de la Cisjordanie un minimum de 6 % du CDP palestinien. Le rapport ajoutait que placer un checkpoint à une minute d'une localité réduisait de 0,41 % la probabilité d'être embauché, de 6,3 % le salaire horaire et de 2,6 % les journées de travail.

D'autres estimations ont fait remarquer que les checkpoints et les restrictions israéliennes en Cisjordanie coûtent annuellement aux travailleurs palestiniens plus de 60 millions de dollars par an. Checkpoints et restrictions augmentent la consommation de fuel par les Palestiniens d'environ 80 millions de litres par an, dont le coût est estimé à 135 millions de dollars.

« Soutenir Israël dans le développement de son dispositif d'occupation ne permet pas d'améliorer la vie des Palestiniens ni de changer la politique israélienne dans les territoires occupés. »

« Les checkpoints sont un symbole de l'assujettissement et de la répression des Palestiniens. Une seule chose à faire, les démanteler, plutôt que de simplement les améliorer. Une cage dorée reste une cage », a dit Ahmad Naouq, responsable de Campagne à l'Observatoire Euro-Méditerranéen. « Tandis que les EAU peuvent justifier leurs dépenses pour la modernisation des checkpoints, comme si elles profitaient aux Palestiniens et à leur économie, les EAU auraient dû utiliser leurs relations diplomatiques en faisant pression sur Israël pour qu'il retire ses checkpoints plutôt que les enraciner.

Soutenir Israël dans le développement de son dispositif d'occupation ne permet pas d'améliorer la vie des Palestiniens ni de changer la politique israélienne dans les territoires occupés. Par exemple, en 2013, les Pays Bas ont fait don d'un scanner de container de fret de haute technologie pour le passage de la frontière d'Israël avec la Bande de Gaza qui était supposé offrir une solution aux inquiétudes prätendument sécuritaires à propos des

exportations et des importations de Gaza. Quand les Pays Bas ont demandé    Israël d  utiliser ce scanner sécuritaire pour permettre aux exportations de Gaza de parvenir en Cisjordanie, Israël a refusé cette exigence et a insisté sur la restriction des mouvements de marchandises et de populations entre Gaza et la Cisjordanie.

Par conséquent, l  Observatoire Euro-Méditerranéen appelle les EAU    se retenir d  investir dans les mécanismes sécuritaires qui contribuent    l  oppression des Palestiniens et    la perpétuation de leurs souffrances. Les EAU et les autres pays de la communauté internationale devraient plutôt concentrer leur énergie et leurs efforts pour faire pression sur Israël afin qu  il démantèle ses checkpoints dans tous les territoires occupés.

Traduction : J. Ch. pour l  Agence Média Palestine

Source : [Euro-Med Monitor for Human Rights](#)

Tags

1. apartheid
2. checkpoints
3. eau
4. Israel
5. modernisation
6. occupation
7. palestine

date créée
2020/10/30